

NOTE

| | |
|---------|--|
| du | Secrétariat |
| au | Groupe de travail I « Subsidiarité » |
| Objet : | Note de synthèse de la réunion du 22 juillet 2002 (après-midi) |

La discussion s'est concentrée dans l'examen des propositions qui ont été faites par deux membres du groupe sur un mécanisme du contrôle du respect du principe de subsidiarité.

Une des propositions visait à faire participer les Parlements nationaux dans le comité de conciliation lors de la procédure de codécision sans toutefois leur donner un droit de vote . Il s'agirait plutôt de permettre aux Parlements nationaux de donner son avis aux membres du comité sur le respect du principe de subsidiarité par l'acte en cause, les conséquences à en tirer devant être faites plutôt au niveau national. Cette proposition aurait l'avantage d'éviter la création d'une nouvelle instance et de ne pas allonger le processus décisionnel, ce qui est le souhait de plusieurs membres du groupe. Certains membres du groupe ont exprimé leur doutes sur l'efficacité d'un tel mécanisme, compte tenu du fait que le comité de conciliation ne se réunit que dans 25% des cas soumis à la procédure de codécision et que lorsque le dossier arrive au comité de conciliation il est déjà à un stade très avancé pour pouvoir dûment prendre en compte les vues des Parlements nationaux.

La proposition d'un autre membre du groupe visait à créer un organe de contrôle politique « ex ante » composé de parlements nationaux, qui se réunirait quelques fois par an afin d'examiner le respect du principe de subsidiarité par les propositions d'actes législatifs. Tandis que certains membres du groupe ont appuyé cette proposition, d'autres se sont prononcés contre la création d'une nouvelle instance, préférant un renforcement du contrôle des parlements nationaux sur leurs gouvernements ou un nouvel mécanisme qui n'implique la création d'un nouvel organe.

D'autres ont estimé par contre qu'il était difficile de donner aux parlements nationaux un rôle collectif dans le contrôle du principe de subsidiarité sans créer un organe. Certains ont rappelé l'existence de la COSAC, qui pourrait exercer un tel contrôle si elle était dotée d'un secrétariat. D'autres ont estimé par contre que la COSAC n'était pas l'instance adéquate pour ce contrôle.

Après la discussion, le Président a conclu qu'une majorité de membres était à faveur de l'établissement d'un mécanisme de contrôle de l'application du principe de subsidiarité et que différentes propositions à ce sujet étaient sur la table :

- améliorer les critères d'application du principe de subsidiarité ;
- charger un vice-président de la Commission des questions sur la subsidiarité ;
- soumettre le programme législatif de la Commission aux Parlements nationaux, etc..
- participation des parlements nationaux dans la procédure de conciliation ;
- création d'un mécanisme de contrôle politique « ad hoc », qui implique les Parlements nationaux;
- contrôle juridictionnel par la Cour de Justice, etc.

Le Président a annoncé que, en vue de trouver une solution acceptable pour tous les membres du groupe, un document « martyr » avec une esquisse de solution de compromis sera envoyé avant les vacances d'été. Ce document sera discuté lors de la réunion du 9 septembre. Les membres qui le souhaitent peuvent envoyer des amendements au secrétariat du Groupe.

